



Décision individuelle N°2019-308

Pétitionnaire : S.A.F. HELICOPTERES

Adresse : Aéroport de Cannes Mandelieu – 06150 CANNES LA BOCCA

Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de parc national

Intitulé du projet : Approvisionnement d'un chantier privé (M. FECHINO Patrick)

Localisation : grange située parcelle n°808 section B commune de St-Dalmas-le-Selvage

Le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 12 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3, 25 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2016-01 du 1^{er} janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis conforme n°2018-315 du 08 août 2018, valant autorisation de travaux dans le cœur du parc national et délivré au profit de Monsieur FECHINO Patrick,

Vu la décision n°2019-305 datée du 27 juin 2019, autorisant la compagnie SAF-HELICOPTERE à procéder à des héliportages d'approvisionnement d'alpages et de bâtiments privés situés dans le cœur du parc national,

Considérant la demande formulée en date du 27 juin 2019 par Monsieur FECHINO Patrick,

Considérant que la demande concerne un héliportage de matériaux, lesquels sont conformes aux travaux extérieurs préalablement autorisés par l'avis conforme n°2018-315 sus-visé,

Considérant que la demande peut être mutualisée avec les héliportages préalablement autorisés en vue de l'approvisionnement d'alpages et de bâtiments privés situés dans le cœur du parc national,

Considérant qu'à la période de survol envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes et les grands rapaces rupestres, dont le Gypaète barbu et l'Aigle Royal, sont encore en période de reproduction et qu'il convient à ce titre, de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques au plan de vol de l'hélicoptère,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

La société S.A.F Hélicoptères – Groupe S.A.F représentée par son président Monsieur ROSSET Christophe, est autorisée à effectuer un survol à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces survols ont pour objet l'hélicoptage des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux extérieurs de rénovation de la grange appartenant à Monsieur FECHINO Patrick, située sur la parcelle n°808 section B commune de St-Dalmas-le-Selvage.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : DOTTO Nicolas
type d'appareil : hélicoptère Ecureuil AS-350-B3
n° de l'appareil : F-HHMC

2.2. Le survol sera effectué conformément au plan de vol annexé à la présente.

2.3. Le survol des « zones sensibles », telles que figurées au plan de vol annexé, est interdit dans la zone cœur de Parc national en-dehors de l'itinéraire autorisé indiqué.

2.4. Nombre de rotation autorisée : 1 rotation.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du mercredi 03 juillet 2019.

En cas d'intempéries, le report des survols est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts

- Service territorial Tinée
chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)
adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)
04.93.02.42.27

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 28 juin 2019



Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour

Laurent SCHEYER

Copies :

- Service territorial Tinée
- Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

